

Les représentants des salariés au Comité d'Entreprise Européen de GDF SUEZ prennent acte de la proposition d'acquisition des 30 % minoritaires du capital d'International Power.

Ce projet qui permettra à GDF SUEZ de détenir 100 % de sa branche Énergie Internationale est cohérent dans la stratégie industrielle et financière du groupe, par contre cette acquisition vient en partie alourdir de quelque 6 milliards d'Euros l'endettement du groupe.

Cette opération, qui s'inscrit dans la stratégie de développement du groupe vers les pays émergents, vient **accentuer les risques de désengagement du groupe GDFSUEZ dans le périmètre Européen et l'inquiétude des travailleurs de nos entreprises** : car dans un deuxième temps, une fois cette acquisition réalisée, ce ne sont pas moins de 3 milliards de cessions d'actifs qui sont annoncées d'ici fin 2013, venant s'ajouter au 3,5 milliards de cessions restant à mettre en œuvre dans le « plan d'optimisation du portefeuille » annoncé en février 2011.

Si les actionnaires peuvent se réjouir d'un objectif de croissance du résultat du groupe GDF SUEZ en captant « tout le potentiel de développement des marchés » des pays dits émergents, **nous ne perdons pas de vue le risque que cela fait peser sur les travailleurs en Europe**, dont les entreprises sont dans un périmètre à faible croissance.

Les salariés de nos pays subissent depuis plusieurs mois les effets des crises financières et les plans d'austérité, avec leur cortège de régressions sociales.

Quel partage, quel retour pour les salariés d'une telle opération :

- **Assister à la cession intégrale de leur activité** et la sortie du groupe ?
- **Le risque de voir le capital de leur société ouvert** à des fonds de pension, car dans des secteurs d'activité jugés trop régulés comme le transport Gaz par exemple ?

Quelle cohérence et quelle finalité lorsque d'un côté l'objectif est de détenir 100 % des branches d'activités dans l'énergie et de l'autre se désengager partiellement comme dans le transport gaz ou l'exploration production...

Suite à cette acquisition, nous demandons que le CEE puisse rapidement obtenir un inventaire des actifs détenus par le groupe dans le périmètre européen et connaître la stratégie qui permettra d'arbitrer les choix face à l'objectif de cessions de 6,5 milliards d'euros d'actifs dans les 24 mois à venir.

Doit-on s'attendre :

- à un désengagement du groupe de certains secteurs dans l'Énergie, de certaines activités dans le groupe ?
- À l'ouverture de capital ou positionnement minoritaire dans certains secteurs ?
- À des cessions d'actifs ciblées dans certains pays, selon quels critères ?
- À une nouvelle réorganisation des branches de GDF SUEZ ?

Nous demandons que le CEE et les Groupes de Travail soient saisis bien en amont de tout projet de cession envisagée dans le périmètre du CEE pour en étudier les conséquences.

Nous restons très attentifs aux répercussions qui découleront de cette opération pour les salariés et au comportement social du groupe tant à l'international que sur le périmètre Européen.

Nos inquiétudes portent particulièrement sur un maintien du volume des effectifs et la préservation des conditions de travail dans le périmètre, celles-ci pouvant être dégradées par la mise en oeuvre de futures synergies.

Nous attendons davantage de partage des richesses créées dans le Groupe et un maintien des équilibres, entre les différentes régions d'implantation dans le monde, entre les différents secteurs d'activités.